



La création mutuelle

Morgan Ody

Lorsque je suis devenue paysanne, l'administration française a apposé un nom sur ma ferme : « exploitation individuelle ». Or notre travail de paysan, c'est l'exact inverse. Lorsqu'on exploite une mine, on la vide des minéraux qui nous intéressent puis on l'abandonne. Au contraire, depuis des millénaires, les paysannes et les paysans cultivent la terre, c'est à dire que nous prenons soin de la nourrir, de la régénérer, pour qu'elle puisse continuer à nous faire profiter de sa générosité. De la même façon, nous n'avons pas épuisé les semences, nous avons démultiplié la biodiversité cultivée. Et depuis que l'agriculture existe, nous avons eu besoin les uns des autres pour travailler : cultiver la terre n'est presque jamais une œuvre individuelle, mais bien un acte qui implique l'entraide et la solidarité.

C'est la création mutuelle. Cela signifie qu'on ne peut jamais produire seul-e, séparé des autres et du monde. Nous avons besoin de nos voisins, de nos amis, de notre famille pour accomplir notre travail. Mais ce ne sont pas seulement les humains qui produisent : la pluie, le soleil, le sol bien sûr, les animaux qui sont nos compagnons et ceux qui vivent sous la terre, tout, ensemble, concourt à la formidable fertilité du vivant. Pour moi, être paysanne, c'est participer à la création mutuelle, c'est à dire, humblement, faire ma part dans l'œuvre perpétuelle de régénéscence du vivant.

La création mutuelle a permis, pendant des millénaires, de maintenir les équilibres du vivant tout en multipliant les richesses de la terre. Chaque société a produit des écosystèmes originaux, a développé des plantes spécifiques à son territoire, a contribué à la naissance de races animales adaptées au terroir. Des savoir-faire particuliers ont fleuri. Lié à tout cela, des cultures d'une diversité incroyable ont éclos : nos cuisines, nos vêtements, nos chants, nos musiques, nos littératures, nos outils se sont fait l'écho de la multitude.

De l'exploitation agricole à l'exploitation généralisée à toute la société

L'agriculture industrielle, celle des firmes multinationales, de Bayer, de Monsanto, de Nestlé, de Cargill ou de Unilever, n'a rien à voir avec notre métier. Les modes de production « modernes », au lieu de nourrir le vivant, l'épuisent. Au lieu de nourrir les

sols, on utilise des engrais chimiques. Au lieu de démultiplier les variétés de plantes, l'industrie semencière impose partout les mêmes semences et interdit les semences fermières pour nous obliger à acheter. Au lieu de prendre soin de l'eau, on la pollue et privatise au profit de quelques conglomérats. C'est sans aucun doute pour cela que dans nos pays industrialisés, on ne parle plus de fermes, mais d'« exploitations ». Un voisin me disait un jour, en considérant son champ : « *Lorsque 90% des humains cultivaient la terre, nous étions des paysans. Maintenant que nous ne sommes plus que deux ou trois pour cent de la population, on nous nomme « exploitants agricoles ». Et c'est vrai, à si peu, pour produire assez de nourriture pour tout le monde, nous devons exploiter les sols, exploiter les travailleurs et nous exploiter nous-mêmes.* »

Malheureusement, il ne s'agit pas seulement de l'agriculture, mais bien de nos sociétés toutes entières qui, au lieu de participer au dynamisme de la création mutuelle, l'attaquent de toute part. Le monde moderne épuise à un rythme effréné les réserves du vivant. La consommation d'énergies fossiles l'atteste. Le pétrole, le gaz et le charbon sont des fragments de vie végétale et animale qui se sont décomposés il y a des millions d'années. Ce sont les réserves du vivant accumulées dans les sous-sols de la terre depuis une époque où les humains n'étaient pas encore apparus à la surface du globe. Depuis deux siècles, nous avons commencé à les utiliser massivement. Ces énergies ont permis de remplacer une grande partie du travail des humains et des animaux. Qu'on pense seulement à l'usage dans nos fermes des tracteurs qui ont pris la place des chevaux de trait, des ânes et des bœufs, mais qui ont également profondément soulagé les hommes et les femmes des tâches les plus lourdes. Les hydrocarbures ont conduit à une explosion des capacités de production, que ce soit de biens matériels, de déplacements, de services... De fait, cette augmentation de la production a permis, au cours du 20^e siècle, un enrichissement matériel extraordinaire.

Mais cette production ne vise pas à alimenter, soigner, chauffer ou loger les gens, bref, à répondre aux besoins fondamentaux des populations, mais bien à satisfaire la seule demande solvable, c'est à dire à fournir à ceux qui ont de l'argent des biens, utiles ou superflus. Ainsi nous produisons des gadgets, des consoles de jeu, des 4x4, des voyages aux îles Baléares et encore de la publicité pour réussir à refourguer tout ça à des consommateurs gavés, et cela alors même qu'une personne sur sept ne mange pas à sa faim dans le monde ! Nous pillons la planète, et notamment les énergies fossiles, dans le seul but de garantir la pérennité d'un système économique et financier basé sur la rémunération du capital et sur la croissance économique (les taux d'intérêt liés aux emprunts bancaires sont le premier maillon de cette mécanique absurde). Depuis peu, nous avons pris conscience, d'une part, que ces ressources ont une limite, il est question de crise énergétique, et, d'autre part, que l'utilisation des énergies fossiles conduit à l'accumulation de carbone dans l'air qui est la cause du dérèglement climatique. Cela signifie que les équilibres qui permettaient le renouvellement du vivant sont menacés.

Aux origines de la crise du vivant : la séparation

Là où les sociétés traditionnelles s'évertuaient à tisser des liens entre les humains et le monde qui les entourait, de façon à répondre aux besoins primaires, à perpétuer le processus de création mutuelle et ainsi à protéger le vivant, les sociétés modernes ont mis en place des modèles économiques basés sur la séparation. De ce point de vue, tout au cours du 20^e siècle, les régimes du bloc soviétique et ceux du bloc capitaliste ont eu des pratiques assez semblables, puisque d'un côté comme de l'autre, on a assisté à une expropriation massive des petits paysans et à une déstructuration des communautés rurales (via la collectivisation et la bureaucratisation en Union soviétique), tout cela au nom du productivisme et du « progrès ».

Aujourd'hui, le capitalisme est l'arme lourde de cette séparation. En effet, pour accumuler du capital, il faut exproprier, privatiser et transformer en marchandises. Le capitalisme sépare, il rompt les liens. Je choisis cette définition, car il me semble qu'elle rend intelligible ce à quoi nous avons affaire et ainsi nous donne prise pour agir et (s')en sortir. Il s'agit des liens entre les êtres humains et ce qu'on nommera désormais « les ressources » ou « la nature » : le sol, l'eau, les semences, les minerais, les plantes, les animaux. Mais aussi de nos liens entre êtres humains, de nos liens avec les savoirs et les techniques, et finalement de notre relation à nous-mêmes. Le capitalisme remplace les liens par un mode de relation totalement inédit, basé sur l'indifférence, l'intérêt et la loi. Cet amour qui vous attache aux autres, cet émerveillement devant la beauté du monde, Oust ! Rêverie d'enfant ou de poète solitaire ! On va vous faire croire que vous êtes des ordinateurs ou des loups affamés !

Le capitalisme s'incarne dans l'expropriation, et, disant cela, je voudrais que vous ayez devant vos yeux une troupe de paysans chassée de ses terres, Anglais au 18^e siècle ou Indonésiens en 2013, qu'importe ! Car partout où je regarde aujourd'hui, je vois cette même histoire : des villages où on buvait l'eau de la source et soudain cette eau appartient à une multinationale et il faut la payer, des paysans dont les semences sont volées et marquées d'un droit de propriété, des chants sous droits d'auteurs. Depuis le début des années 2000, il y a même un marché pour le carbone, cette molécule dont sont faits tous les corps vivants et une bonne partie de l'air que nous respirons !

Le mouvement des enclosures, cette mise en clôture systématique de tous les biens auparavant gratuits, gérés collectivement par la communauté locale, voilà l'acte de naissance du capitalisme : la clôture, la séparation. Elle ne concerne pas seulement les richesses naturelles, bien que ce soit plus flagrant dans leur cas, mais aussi les services publics. Lorsque la Société Nationale des Chemins de Fer devient une entreprise « comme les autres », avec la seule différence qu'une majorité du capital est possédée par l'État, les usagers deviennent clients : ce ne sont plus « leurs » trains, aux frais desquels ils participent en payant leur titre de transport. Ce sont les trains d'une entreprise commerciale qui fait du marketing pour augmenter son chiffre d'affaire et qui remplace les guichetiers par des ordinateurs pour être plus rentable.

Ironie suprême, cette expropriation est le plus souvent réalisée au nom du droit. Lorsqu'il y a plusieurs années, j'étudiais les expropriations agraires en Indonésie, j'avais été frappée de voir si peu de communautés paysannes recourir à la justice pour réclamer leur bien, alors même qu'elles se sentaient profondément *dans leur bon droit*. Au contraire, c'était les entreprises qui leur arrachaient les terres qui traînaient les villageois récalcitrants devant les tribunaux. Et presque toujours, elles obtenaient gain de cause.

Le droit de propriété aliénable conduit à la dépossession des populations

Ce n'est pas un hasard si la naissance du droit moderne date de cette même époque, la fin du 18^e siècle, celle où le capitalisme voit le jour. Le sens du mot *propriété* est ambigu, et c'est là toute sa force. Quand je parle de propriété privée, il faudrait presque toujours ajouter « aliénable », car c'est cela ce qu'entérine le droit de propriété moderne reconnu dans la Déclaration des droits de l'homme de 1789. Ce nouveau *droit* équivaut à la destruction du droit de possession. Il affirme que rien n'appartient vraiment à personne, puisqu'on peut sans contrainte vendre et se débarrasser d'un objet, d'un salarié, d'une terre. La propriété privée aliénable détruit la possession traditionnelle qui, elle, suppose des obligations, une responsabilité vis à vis de ce qui dépend de nous, et une durabilité dans la relation. Pour les Européens du 19^e siècle, « la propriété, c'est le vol » était l'expression d'une expérience quotidienne : ils se voyaient soudain dépossédés de droits multiples et vitaux, notamment celui d'aller faire pâturer leurs animaux sur les terres communes, d'aller ramasser le bois dans les forêts seigneuriales, ou de ramasser le blé restant après la première récolte. Cette nouvelle règle entérine un changement radical dans le mode de relation des êtres humains avec ce qui les entourent. Elle crée un état de détachement et d'insécurité permanent pour les individus.

Aujourd'hui, le droit de propriété moderne, sa forme et ses présupposés philosophiques, a presque totalement effacé tous les autres droits. La propriété privée, et les droits, sont individuels ; les droits collectifs et des communautés ont presque totalement été balayés de nos livres de loi. Le droit est devenu négatif : on n'a pas le droit de m'interdire cela, mais cela ne suppose pas qu'on soit obligé de me le fournir. Lorsqu'on affirme « j'ai bien le droit de posséder un voiture tout de même », se pose-t-on encore la question de savoir si tout le monde a réellement le droit (et pas seulement en fonction de ses capacités financières) de posséder une voiture ? Dans notre système, chacun a droit... d'acheter, tout et n'importe quoi. Le marché doit avoir accès à tout : à l'eau, aux savoirs, aux gènes, aux territoires indigènes. Par contre, personne n'a plus le droit, simple et direct, sans contrepartie, d'accéder aux ressources naturelles et culturelles qui permettent de vivre : à la terre, à l'eau, au bois, aux graines, aux savoir-faire, etc. Le droit à la vie a été remplacé par le pouvoir de l'argent.

Le droit de propriété aliénable permet l'accumulation par la dépossession. Et il est faux de penser qu'on prend à l'un pour donner à l'autre, que ces terres volées aux paysans

vont *appartenir* à de gros propriétaires. Ce qui est volé est détruit à jamais, transformé en marchandise, en un rapport formel, en un bout de papier qu'on nomme « titre de propriété ». En croyant s'approprier un territoire, le riche et l'actionnaire s'emparent de sols, de végétaux et de chair animale, mais c'est comme si l'âme de cette terre, ce qui la rend vivante, s'était envolée en même temps qu'elle avait été achetée. Elle s'est désincarnée, elle est devenue agrégat de matière morte exploitable à merci. En France, on ne parle plus d'élevage mais de « production animale », on ne dit plus « des cochons, des poules ou des bœufs », mais « du minerai animal ». Or, ce qui fait le territoire, ce qui maintient et crée la vie sur un morceau de terre, ce qui la rend fertile, ce n'est pas la matière, c'est le lien entre tous ses éléments. Dès l'instant où ce lien est rompu, du moment où la terre devient un bout de sol à vendre et à exploiter, elle n'est plus qu'un amas de matériaux disparates et inanimés incapables de donner la vie.

La crise du vivant à laquelle nous assistons aujourd'hui est le résultat direct de la coupure du lien provoquée par l'introduction du droit de propriété aliénable. À l'œil nu, rien n'est changé. Les mêmes champs, les mêmes bêtes, les mêmes hommes et les mêmes femmes. Mais quelque chose d'essentiel est perdu. Ce quelque chose, c'est la création mutuelle.

Nous sommes des résistants

Nous sommes des résistants, nous les paysannes et les paysans, car notre travail quotidien est directement attaqué par la séparation, et cela à deux niveaux. D'une part, nous subissons le processus d'expropriation et de marchandisation des ressources naturelles : nos terres, l'eau que nous utilisons, nos semences, les gènes de nos animaux et jusqu'aux savoir-faire de nos communautés sont progressivement cadastrés, brevetés et mis sur le marché pour participer à l'accumulation capitaliste qui a besoin que sans cesse de nouveaux pans de la nature et de l'existence humaine deviennent des marchandises. D'autre part, nous endurons les catastrophes naturelles créées par les attaques sur le vivant : l'érosion des sols, la crise de la biodiversité, les tempêtes et les sécheresses liées au changement climatique, la pollution des cours d'eau.

Nous sommes des résistants, des victimes en un sens, car sans cesse attaqués par le système économique dominant, mais aussi et surtout nous, paysannes et paysans, sommes ceux qui le mieux pouvons comprendre ce qui se passe, grâce au lien maintenu avec le reste du complexe vivant, et proposer une alternative à l'impasse du capitalisme. Face à la mécanique de l'expropriation et de l'accumulation, nous défendons, en revendiquant notre droit à être et à rester paysan, la création mutuelle. Nous défendons le droit d'usage plutôt que le droit de propriété aliénable. Nous défendons les droits collectifs et coutumiers contre les droits individuels. Nous défendons le bien vivre plutôt que la croissance. Nous défendons l'agroécologie plutôt que l'agrochimie aux mains des multinationales. Nous défendons une vision de la société et du monde basée sur le partage, le respect et la solidarité, plutôt que celle de

l'OMC, du FMI, de la Banque mondiale et des grandes firmes fondée sur la concurrence, la domination et l'exploitation.

Nous, les paysannes, avons un rôle particulier dans cette lutte. Dans la plupart des sociétés humaines, ce sont les hommes qui ont en premier et le plus été intégrés dans les espaces marchands, les femmes étant souvent exclues ou marginalisées du marché du travail et des échanges monétaires et reléguées dans les espaces privés. Ce n'est pas qu'il soit inné chez les femmes de prendre soin des autres et d'entretenir les liens sociaux, mais dans la plupart des pays, on apprend aux petites filles que c'est leur tâche, alors qu'on dit aux petits garçons qu'ils doivent apprendre à se battre pour être « compétitifs ». Si cette répartition des rôles par genre a conduit à une domination patriarcale insupportable dans la société marchande, elle peut nous permettre à nous, femmes, d'être mieux préparées pour imaginer une société dont les fondements ne seraient plus la domination et l'accaparement des richesses par quelques-uns, mais le partage et le soin donné aux autres. Nous avons un rôle fondamental à jouer, à la fois au sein des organisations paysannes, mais aussi plus largement dans la société, pour transmettre ces valeurs et les enseigner aux hommes. Pour cela, il est bien sûr essentiel que les femmes aient une place égale aux hommes dans la prise de décision, mais aussi dans la construction des espaces de discussion : autant que ce qui est décidé, c'est comment cela est décidé qui souvent importe. Il est aussi fondamental que nous apprenions à cesser de vouloir être et faire comme les hommes, pour comprendre que dans la société pour laquelle nous luttons, ce sont plutôt les hommes qui devront adopter des comportements aujourd'hui catalogués comme féminins.

Ainsi, pour moi, lutter avec La Via Campesina, c'est s'opposer à la séparation et sauvegarder la création mutuelle, ce lien charnel, spirituel, concret, cette solidarité, entre nous les humains, les animaux, la terre, l'eau, les semences, les arbres et la roche. C'est, ainsi, défendre le vivant. Cette lutte a pour but de protéger l'agriculture paysanne face à l'anéantissement dont nous sommes victimes, mais ce faisant nous proposons une alternative beaucoup plus large. Face à l'impasse chaque jour plus manifeste dans laquelle nous mène le capitalisme, nous sommes porteurs, que nous en ayons ou non conscience, que nous le souhaitions ou non, d'une autre voie qui concerne la société toute entière, rurale et urbaine. Cette force est également une responsabilité : celle de ne pas s'enfermer dans des logiques corporatistes, celle de continuer à jouer un rôle moteur dans les alliances internationales, celle de parler une langue intelligible par toutes et tous. C'est en défendant ce changement global de société que notre lutte pour l'agriculture paysanne pourra le mieux porter ses fruits.

Morgan Ody

Paysanne en Bretagne et membre de la Confédération Paysanne (France)